



Droit Devant

Bulletin d'information CGT des salarié-e-s des études d'administrateurs et de mandataires judiciaires n°147

Halte à la casse sociale sous couvert de la pandémie !

Chantage à l'emploi, allongement du temps de travail, baisse des salaires via les « accords de performance collective » et d'activité partielle de longue durée (APLD), le gouvernement met en avant son arsenal pour une réduction massive du « coût du travail », détruisant massivement les emplois, les droits des salarié-e-s et leurs conquits sociaux, sans pour autant demander aux entreprises de réduire dans la même proportion le « coût du capital » des actionnaires.

Les branches professionnelles couvertes par notre Fédération recouvrant majoritairement des entreprises prestataires sont doublement touchées. En premier lieu par le désengagement des principaux donneurs d'ordres (automobiles, aéronautiques, etc.), et en second lieu par la volonté, des actionnaires des entreprises elles-mêmes, de conserver un haut taux de profit.

A titre d'information les entreprises ont perçu, en 2019, 90 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales patronales et cadeaux fiscaux en tout genre. Et cela va continuer cette année. Dans le même temps, 60 milliards d'euros ont été versés aux actionnaires en 2019 par les entreprises du CAC 40. Et après cela, il nous est affirmé que les entreprises n'ont plus les moyens de préserver les emplois et/ou leurs acquis sociaux.

Tout ceci n'est qu'une vaste campagne de diversion et la pandémie Covid-19 n'est qu'un prétexte pour faire accepter des reculs historiques des droits des salarié-e-s. C'est, donc, au nom du sacro-saint profit que gouvernement et patronat veulent sacrifier des milliers de salarié-e-s, plonger dans la misère des milliers de familles et imposer la précarité comme avenir à la jeunesse.

Dans ce contexte, la Fédération CGT des Sociétés d'études appelle l'ensemble des salarié-e-s des secteurs qu'elle recouvre, à se mobiliser dans leur entreprise, en interpellant leurs collègues et les autres organisations syndicales afin qu'ils rejoignent le mouvement, pour le maintien et le développement des emplois et du potentiel de production. Et ce, afin de construire un monde « d'après » plus juste et plus solidaire.

Pour cela, la CGT propose :

- La mise en place de la semaine de travail de 32h sans perte de salaire, afin de permettre au plus grand nombre de personnes de travailler. **Travaillons moins, Travaillons tou-te-s !**
- La réévaluation sur SMIC à 1.800 € bruts mensuels. **Pour un salaire décent !**
- L'abrogation de la réforme de l'assurance chômage qui n'assure plus son rôle de revenu de remplacement, pour tou-te-s y compris les jeunes, sans condition de seuils d'accès.
- L'abrogation des « lois travail ».
- Le renforcement de la Sécurité Sociale et la reconstruction d'un régime de retraite vraiment solidaire et intergénérationnel.

D'autres choix sont possibles. Les revendications portées par les salarié-e-s et leurs syndicats CGT dans les luttes actuelles, les projets alternatifs de développement de l'emploi ouvrent des perspectives. Il y a urgence à obtenir satisfaction à leurs légitimes revendications, pour mettre fin aux politiques de casse sociale.

Cette mobilisation contre les mauvais coups du gouvernement et du patronat doit s'intensifier. Afin que partout, dans les entreprises et les services, les cahiers revendicatifs se construisent et se pose la question d'une participation massive des salarié-e-s.

Le 17 septembre 2020, ensemble pour imposer un monde plus juste et solidaire !

Ensemble en grève et en manifestation le 17 septembre 2020

Pour recevoir les bulletins sur votre boîte mail personnelle, il suffit d'envoyer un courriel à fsetud@cgt.fr avec la mention « AJM »



Fédération CGT des Sociétés d'Etudes